

À l'intention du Directoire de PSL,
Le 7 mai 2024,

Durant les huit derniers mois, nous, étudiant.e.s de PSL, avons suivi avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la situation en Palestine. Nul mot ne pourrait qualifier avec juste gravité l'horreur, le carnage et la destruction qui ont été déclenchés par l'armée israélienne sur la population civile de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. À l'heure où nous rédigeons ce document, l'armée israélienne a massacré plus de 34.700 Palestinien.ne.s, dont 14.000 enfants. Cela fait plus d'enfants tués par l'État d'Israël depuis le 7 octobre que le nombre total d'enfants victimes des conflits armés dans le monde entier ces quatre dernières années. Nous ne pouvons également pas oublier les milliers de Palestinien.ne.s présumé.e.s mort.e.s sous les débris, les quelques 74.000 mutilé.e.s et blessé.e.s, et les plus de 1,1 million de palestinien.ne.s souffrant d'une faim catastrophique¹ - le plus haut niveau d'insécurité alimentaire - en raison du blocage de l'aide alimentaire par Israël². Israël a lancé une des campagnes de bombardement les plus importantes et les plus meurtrières menées dans l'Histoire, ciblant en grande partie des civil.e.s et infrastructures civiles. Cette campagne à elle seule a causé plus de destructions que les bombardements d'Alep (2012-2016), Marioupol (2022) ou encore Dresden durant la Seconde Guerre mondiale.

Au cours des derniers mois, beaucoup d'entre nous ont partagé notre temps entre nos études et nos travaux de recherche d'une part, et la vision d'images, de vidéos et la lecture de rapports glaçants venant de la Palestine d'autre part. Si notre corps était ici, en France, nos esprits étaient en Palestine, là où les exécutions de masse, les massacres, le ciblage délibéré de civils non armés et d'enfants, la torture, les violences sexuelles, ainsi que ce que l'ONU, y compris le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, a qualifié de "campagne d'affamement" "délibérée" et "génocidaire" contre les palestinien.ne.s, sont devenus le lot quotidien des habitant.e.s³.

Au même moment où nous parcourons les couloirs de nos institutions, il ne reste plus aucune université dans la bande de Gaza. Chacune des douze universités gazaouies - à une près du nombre d'institutions réunies du groupe PSL - a été délibérément détruite par l'armée israélienne, preuve de son intention horrifiante de vouloir détruire la vie culturelle et éducative palestinienne.

Le 17 janvier, l'armée israélienne a diffusé une vidéo montrant la destruction de l'Université d'Israël⁴, le dernier établissement d'enseignement supérieur gazaoui encore opérationnel à l'époque. Le bâtiment universitaire, qui aurait été utilisé par l'armée israélienne comme base au cours des mois précédents, ne pouvait même pas prétendre être une cible militaire. Néanmoins, les Forces de défense israéliennes (FDI) l'ont rasé en faisant exploser 315 mines, un acte méprisable néanmoins fièrement présenté au public comme une grande réussite stratégique⁵. Le 18 avril, des experts des Nations unies, dont le

¹ <https://www.unicef.fr/article/a-gaza-la-famine-est-imminente/>

² [Le Conseil de sécurité fait le point sur la situation humanitaire à Gaza suite au meurtre de sept travailleurs de World Central Kitchen | Couverture des réunions & communiqués de presse](#)

³ [Israeli forces kill two Palestinian children in occupied West Bank raid | Israel War on Gaza News | Al Jazeera](#)
[Israel's alleged undercover killings in occupied West Bank hospital may amount to extrajudicial killings and war crimes: UN experts | OHCHR](#)

⁴ https://www.youtube.com/watch?v=nLcEt2L4DYc&ab_channel=AlJazeeraEnglish

⁵ https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/06/les-douze-universites-de-gaza-detruites-ou-endommagees-par-l-armee-israelienne-c-est-une-guerre-contre-l-education_6220463_3210.html

Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, ont confirmé qu'au moins 5 479 étudiant.e.s, 261 enseignant.e.s et 95 professeur.e.s d'université ont été assassiné.e.s à Gaza, tandis que 7 819 étudiant.e.s et 756 enseignant.e.s ont été blessé.e.s. Les experts ont indiqué que « 80 % des écoles de Gaza » et « au moins 60 % des établissements d'enseignement, dont 13 bibliothèques publiques, ont été endommagés ou détruits, alors que 625 000 élèves au moins n'ont pas accès à l'éducation ». À cela s'ajoutent 195 sites patrimoniaux, 227 mosquées et trois églises qui ont également été endommagés ou détruits, y compris les archives centrales de Gaza, qui renfermait 150 ans d'histoire. Les expert-e-s ont conclu que ce à quoi nous assistons pourrait être qualifié d'effort intentionnel pour détruire complètement le système éducatif palestinien, une action connue sous le nom de "scolasticide"⁶.

Pourquoi un tel silence sur la disparition de l'éducation à Gaza, alors que France Universités parlait de « crime contre l'intelligence » pour qualifier le bombardement de la seule Université nationale de Kharkiv en Ukraine ? Leur communiqué de presse à ce sujet débute par cette phrase : "En s'attaquant à une université au risque de tuer ou de blesser des étudiants, des professeurs et des chercheurs, c'est aux forces vives de l'Ukraine que l'on porte sciemment atteinte, à sa jeunesse et à ses perspectives d'avenir."⁷

Nous estimons que nous avons assisté pendant ces derniers mois au début d'un génocide contre la population palestinienne de Gaza. L'intention génocidaire apparaît dans les déclarations des membres du gouvernement israélien dans lesquelles des ministres appellent à la "destruction totale" de villes palestiniennes, à ce que "ces animaux humains" soient "traités comme tels", ou déclarent qu'"ils ne recevront pas une goutte d'eau ni une seule pile jusqu'à ce qu'ils quittent le monde"⁸. Le président Isaac Herzog lui-même a déclaré la légitimité d'une punition collective du peuple palestinien : "[C]'est toute une nation qui est responsable. Cette rhétorique selon laquelle les civils ne sont pas conscients, ne sont pas impliqués, n'est pas vraie. Ce n'est absolument pas vrai." Le nord détruit de Gaza a été décrit comme "plus beau que jamais. Tout a sauté et tout est aplani, tout simplement un plaisir pour les yeux"⁹. Nous avons également été horrifié.e.s par des vidéos postées sur les réseaux sociaux par des soldats israéliens, dont un bon nombre sont des étudiants comme nous. Ces vidéos les montrent en train de torturer des palestinien.ne.s sans honte, de piller et de détruire des habitations, de faire exploser des quartiers dans leur totalité et de célébrer leurs crimes affreux.

Ces atrocités ne sont pas nouvelles. Elles sont la continuation et l'escalade de 76 ans de colonisation israélienne, de nettoyage ethnique, d'occupation et d'apartheid perpétrés contre les palestinien.ne.s du Jourdain à la Méditerranée, comme cela a été rapporté par d'innombrables palestinien.ne.s, documenté par des universitaires israéliens,

⁶ UN experts deeply concerned over 'scholasticide' in Gaza | OHCHR

⁷ [Bombardement de l'université Karazin à Kharkiv : France Universités condamne un crime contre l'intelligence | France Universités \(franceuniversites.fr\)](#)

⁸ Israeli finance minister calls for 'utter destruction' of Gaza's Rafah, end to truce talks | Middle East Eye ; [Des universitaires mettent en garde contre un potentiel génocide à Gaza - CONTRETEMPS](#)

⁹ Application instituting proceedings and request for the indication of provisional measures | INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE (icj-cij.org)

ainsi que par des ONG comme Human Rights Watch¹⁰, Amnesty International¹¹, et par deux rapporteurs spéciaux de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés¹².

Les récentes découvertes de ces institutions internationales par rapport au génocide en cours ne peuvent être interprétées autrement : elles lancent un appel clair à couper les liens avec les entreprises et institutions qui contribuent au génocide des palestiniens, et plus généralement à l'occupation et à la colonisation en Palestine. Sur ce point, nous retenons :

1. Les mesures conservatoires ordonnées à Israël par la Cour Internationale de Justice en janvier et mars 2024, entièrement ignorées par Israël, ainsi que l'appel lancé à tous les états à considérer "leurs obligations internationales relativement au transfert d'armes destinées aux parties d'un conflit armé, afin d'éviter le risque que ces armes soient utilisées en violation de la Convention Internationale sur le Génocide et de la Convention de Genève de 1949 sur le droit international humanitaire¹³;
2. La résolution 2728 du Conseil de sécurité des Nations unies, appelant à un cessez-le-feu pour le Ramadan, elle aussi entièrement ignorée par Israël¹⁴ ;
3. La résolution d'avril du Conseil des droits de l'homme des Nations unies exigeant l'arrêt immédiat du transfert d'armes à Israël et félicitant la décision de la cour d'appel néerlandaise du 12 février 2024 ordonnant aux Pays-Bas de mettre fin à l'exportation de pièces d'avions de combat F-35 vers Israël, au motif qu'il existe un "risque évident" que ces pièces soient utilisées pour "commettre ou faciliter de graves violations du droit international"¹⁵ ;
4. Le dernier rapport du rapporteur spécial aux Nations unies sur les territoires occupés, qui "exhorte les États membres à faire respecter l'interdiction du génocide" et demande à "Israël et aux États qui se sont rendus complices de ce que l'on peut raisonnablement considérer comme un génocide" de "rendre des comptes et de fournir des réparations proportionnelles à la destruction, à la mort et au préjudice infligés au peuple palestinien"¹⁶ ;
5. Que les médias du monde entier rapportent que la Cour pénale internationale est sur le point de délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre de responsables du gouvernement israélien pour crimes de guerre¹⁷.

En tant qu'étudiant.e.s., universitaires, chercheur.euse.s et êtres humains, nous ne pouvons plus rester silencieux.es. Pour nous, l'éducation n'est pas uniquement un moyen

¹⁰ Human Rights Watch, "A Threshold Crossed: Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and Persecution," April 27, 2021, hrw.org.

¹¹ Amnesty International, "Israel's Apartheid Against Palestinians: Cruel System of Domination and Crime Against Humanity," February 1, 2022, amnesty.org.

¹² Michael Lynk, "UN Doc A/HRC/49/87," March 21, 2022, un.org. et Francesca Albanese, "UN Doc A/77/356," September 21, 2022, un.org.

¹³ [Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the Gaza Strip \(Sou \(icj-cij.org\)](#) et "Alleged Breaches of Certain International Obligations in respect of the Occupied Palestinian Territory (Nicaragua v. Germany)" 193-20240430-pre-01-00-en.pdf (icj-cij.org)

¹⁴ Security Council Demands Immediate Ceasefire in Gaza for Month of Ramadan, Adopting Resolution 2728 (2024) with 14 Members Voting in Favour, United States Abstaining | Meetings Coverage and Press Releases

¹⁵ Arms exports to Israel must stop immediately: UN experts | OHCHR

¹⁶ Anatomy of a Genocide - Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territory occupied since 1967 to Human Rights Council - Advance unedited version (A/HRC/55/73) - Question of Palestine

¹⁷ Netanyahu fears international arrest warrant from ICC (lemonde.fr)

de progrès intellectuel personnel. C'est un outil puissant pour transformer les sociétés, contre tout ce qui voudrait maintenir un immobilisme coupable. Elle nous inculque une conscience, un esprit critique et la boussole morale nécessaires pour naviguer dans la complexité de notre monde. Elle nous confère surtout la responsabilité profonde de, non seulement repousser les limites de la connaissance humaine, mais aussi de nous engager activement dans la lutte pour la justice.

Nous rejetons avec dégoût cette lâcheté honteusement nommée "impartialité" à laquelle beaucoup voudraient que nous souscrivions. Face à l'oppression, l'"impartialité" égale la complicité. En la rejetant, nous nous inspirons d'une riche tradition de mouvements portés par des étudiant.e.s et universitaires courageu.s.es qui se sont élevé.e.s contre les guerres au Viêt Nam et en Irak, pour les droits civiques aux États-Unis ou contre l'apartheid en Afrique du Sud. Nous refusons de rester les bras croisés alors que des communautés culturelles et universitaires entières sont anéanties. Il est grand temps pour nous et pour nos universités de faire entendre nos voix et notre influence collective pour dénoncer la violence et l'oppression israéliennes, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à notre complicité avec elles, une fois pour toutes.

Nous sommes fermement convaincu.e.s que les institutions PSL **sont coupables de complicité avec les crimes israéliens contre les palestinien.ne.s**. Les trois axes de complicité que nous avons identifiés sont les suivants :

1. En **maintenant des partenariats et des programmes d'échange avec des universités israéliennes, ainsi que des accords de coopération avec des entreprises israéliennes et des institutions impliquées** dans l'exportation d'armes vers Israël, malgré le rôle central que ces institutions continuent de jouer dans le génocide, la colonisation et l'apartheid perpétrés contre les palestinien.ne.s dans toute la Palestine historique, et malgré le précédent clair créé par la rupture des liens de PSL avec les universités russes après l'invasion russe de l'Ukraine et les crimes de guerre perpétrés par l'État russe ;

2. En **refusant de condamner le génocide en cours, la scholasticide, la colonisation et l'apartheid perpétrés contre les palestinien.ne.s** dans toute la Palestine historique, et en refusant d'exprimer sa solidarité avec le peuple palestinien, malgré le précédent créé par la déclaration de solidarité de PSL avec l'Ukraine¹⁸ ;

3. En **tentant délibérément de faire taire et d'étouffer les voix étudiantes** contre le génocide et pour la libération de la Palestine.

Nous ne savons pas comment interpréter le silence et l'absence d'action du corps PSL en ce qui concerne Gaza, malgré le précédent évident créé par son action sur l'Ukraine, si ce n'est comme un exemple clair de lâcheté, de manque d'intégrité morale, d'hypocrisie, de racisme et islamophobie. Nous demandons aux institutions de PSL de se conformer à leur devoir, en tant qu'institutions d'enseignement supérieur, d'être des lieux de responsabilité intellectuelle, morale et sociale, de défendre fermement la poursuite de la connaissance contre l'oppression, contre le génocide, contre l'anéantissement délibéré des communautés, de leurs cultures, et de leurs institutions d'enseignement. Nous exigeons qu'ils mettent immédiatement fin à leur complicité et qu'ils mobilisent toutes leurs ressources et leurs voix pour se solidariser avec la Palestine.

¹⁸ <https://psl.eu/actualites/situation-ukrainienne-le-conseil-dadministration-de-luniversite-psl-vote-un-premier>

Nous pensons également que PSL a le devoir d'aller au-delà de la fin de sa complicité et **d'entamer un processus actif de construction de la solidarité**. Par conséquent, nous demandons aux institutions de PSL de s'engager formellement à établir des liens avec le monde universitaire palestinien, en recherchant des partenariats avec des universités palestiniennes, en offrant des bourses aux étudiant.es palestinien.nes et des postes pour les chercheur.euse.s palestinien.ne.s dans nos institutions, et de promouvoir des initiatives éducatives sur des sujets liés à la Palestine.

Les institutions de PSL ont la chance unique de rectifier une grave erreur morale, mais aussi d'entrer dans l'histoire en prenant leur place aux côtés des mouvements étudiants et des universités du monde entier qui agissent en faveur de la liberté, de la justice et de la paix en Palestine/Israël.

Les revendications affichées par les étudiant.e.s du groupe PSL sont claires :

1. Transparence et prise de position claire

La transparence étant le pré-requis à la construction collective d'un nouveau discours, nous demandons une communication claire et une prise de position de la part des universités du groupe PSL, comme effectué lors de l'attaque effroyable du Hamas le 7 octobre, ou de l'invasion russe en Ukraine. Cette communication devrait, a minima, prendre la forme d'une publication concernant les décisions du directoire au sujet de nos revendications. Plus spécifiquement, nous attendons du directoire qu'il condamne le massacre de plus de 34.700 palestinien.ne.s, dont 14.000 enfants et **qu'il reconnaisse, comme y invite la motion de la Cour Internationale de Justice, le risque plausible de génocide**. Dans le cadre académique qui est le nôtre, il nous semble particulièrement important pour PSL de condamner en particulier le meurtre des 5 479 étudiant.e.s, 261 enseignant.e.s et 95 professeur.e.s d'université qui ont été assassiné.e.s à Gaza ainsi que la destruction systématique des universités. Nous demandons enfin que le directoire reconnaisse qu'au vu de la décision de la Cour internationale de justice, il est du devoir des universités de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour s'assurer qu'elles agissent d'une manière qui favorise le respect du droit international et la responsabilisation de ceux qui le violent. En conséquence, nous demandons au Conseil d'Administration de garantir qu'il mettra rapidement fin à tous les liens avec les institutions et les entreprises complices du génocide, de la colonisation, du crime d'apartheid et de toutes les autres violations du droit international humanitaire dans la Palestine historique. La création d'une page sur le site de PSL sur laquelle figurerait ce communiqué de presse et votre réponse permettra d'assurer la transparence nécessaire dans nos institutions.

Dans un second temps, nous souhaitons que l'ensemble des établissements de PSL mettent à **l'ordre du jour de leur prochain Conseil d'Administration l'adoption d'une «Motion sur la situation dans les territoires palestinien.ne.s »** sur le modèle de celle votée à l'ENS de Lyon le 14 mars 2024¹⁹ et d'autres universités françaises.²⁰

¹⁹https://www.assopalestine13.org/IMG/pdf/240319_motion-sur-la-situation-dans-les-territoires-palestinien.ne.s_0.pdf?9477/6936eea2b4121dd088649e131ec3ed3b9b47de11.

²⁰ Voir notamment les motions votées par les universités **Lumière Lyon-2, Paris-Nanterre, Université de Lille**, etc. <https://aurdip.org/motion-votee-par-luniversite-lumiere-lyon-2-concernant-la-guerre-a-gaza/>
https://nanterre.mrap.fr/IMG/pdf/motions_ca_universite_paris-nanterre_11_de_cembre_2023.pdf
https://fsu.univ-lille.fr/IMG/pdf/motion_-_ca_8_fevrier_2024-2.pdf

Troisièmement, nous appelons à **la tenue d'une agora à laquelle l'ensemble de la communauté de PSL serait conviée**. Lors de cette agora, le président de PSL et les directeur.trices de nos écoles s'engageraient à répondre clairement aux questions des étudiant.e.s sur les standards éthiques que les institutions de PSL utilisent pour initier des partenariats et des accords de coopération, afin qu'un nouvel espace de discussion fondé sur l'honnêteté et le respect mutuel puisse commencer à se construire.

Enfin, nous demandons à ce que PSL s'engage à **rendre public une liste claire et exhaustive de tous ses liens avec des institutions et entreprises israéliennes**. Une équipe à l'échelle de PSL devrait ensuite être chargée d'investiguer les partenariats de notre université avec les institutions et entreprises israéliennes. Il s'agirait de détailler l'implication de ces dernières dans les crimes de guerre. Les résultats devraient prendre la forme d'un rapport qui devrait être rendu public sous 6 mois. Ce rapport serait la première étape de la construction de nouveaux partenariats afin que l'université remplisse son devoir en termes de prévention d'un potentiel génocide. En effet, en cas d'implication avérée de partenaires dans des crimes de guerre, tous liens devraient immédiatement cesser. Nous apportons une première contribution à ce travail d'investigation dans les paragraphes qui suivent.

2. La nécessité urgente de mettre fin aux partenariats avec les entreprises et universités israéliennes complices dans les violations du droit international et droits humains ; et de s'engager à ne pas prendre part à des programmes scientifiques collaborant avec l'État d'Israël.

Les crimes de l'État israélien n'auraient pu être commis sans la contribution honteuse des universités israéliennes. Comme l'a démontré la chercheuse israélienne en anthropologie Maya Wind (Université de la Colombie-Britannique) dans ses recherches²¹, les universités israéliennes ne sont pas seulement complices de la perpétuation continue de l'apartheid, de la colonisation et désormais du génocide par Israël : elles en sont également un pilier majeur. La réponse de PSL à l'injonction de la Cour Internationale de Justice à tout mettre en oeuvre pour prévenir un risque plausible de génocide doit consister à de divulger et cesser immédiatement toute collaboration avec les institutions de l'enseignement supérieur, de la recherche publique et privée et les entreprises israéliennes. Il s'agit notamment d'accords de partenariat avec, parmi d'autres : Tel Aviv University, Technion - Israel Institute of Technology, IDC Herzliya ou encore l'Université Hébraïque de Jérusalem.

Notre appel à prendre des mesures n'implique pas la remise en question des collaborations scientifiques entre des chercheurs de l'Université PSL et des chercheurs des universités israéliennes concernées, dont certains ont pris des positions contre l'envoi d'armes à l'armée israélienne²². En effet, **le boycott institutionnel vise par définition les institutions et non les individus** ; et il nous paraît essentiel, au nom de principes de non-discrimination et au nom des libertés académiques, de poursuivre les échanges scientifiques avec les chercheurs israéliens dès lors qu'ils se produisent hors du cadre d'un partenariat universitaire officiel (échanges qui peuvent donc notamment se poursuivre par les colloques, divers événements scientifiques, etc). C'est d'ailleurs aussi au nom de la

²¹ Wind, M. (2024) *Towers of Ivory and Steel, How Israeli Universities deny palestinian freedom*. Verso Books

²² <https://www.academics4peace.org/petitions/march-24-stop-arms-to-israel> ; [Des universitaires israéliens ayant signé une lettre accusant Israël d'un "génocide plausible", critiqués - The Times of Israël \(timesofisrael.com\)](#)

défense desdites libertés que nous exigeons un boycott de ces universités : des chercheurs palestinien.ne.s et israélien.ne.s, à l'instar d'Ilan Pappé, **dénoncent en effet depuis des années la violation de leurs libertés académiques par les universités israéliennes** et appellent au boycott universitaire afin de faire pression sur ces institutions et de les pousser à se réformer²³.

Le 26 Janvier, la Cour Internationale de Justice a reconnu un risque réel et imminent que des préjudices irréparables soient causés aux droits des palestinien.ne.s à Gaza et le droit des palestinien.ne.s de Gaza à être protégés contre des actes génocidaires et a appelé à prendre toutes les mesures qui s'imposaient en vertu de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide pour prévenir ces préjudices. De nombreuses universités européennes—notamment norvégiennes²⁴, italiennes²⁵, belges²⁶ et britanniques²⁷—ont donc pris acte, en suspendant leurs accords avec les universités israéliennes complices ou en prenant un engagement officiel à ne pas prendre part à des programmes de recherche avec l'État d'Israël. L'obligation éthique de ne pas se rendre complice de violations du droit international ou des droits humains s'impose à toutes les institutions scientifiques, notamment le CNRS : Ivar Ekeland, ex-président de l'Université Paris-Dauphine et actuellement président de l'AURDIP, avait notamment appelé le CNRS à se conformer à l'ordonnance de la Cour internationale de justice ²⁸et à **"mettre fin à toute coopération scientifique avec Israël"**²⁹. Le 2 mars 2022, six jours après l'invasion de l'Ukraine, le CNRS avait annoncé suspendre toutes nouvelles formes de collaborations scientifiques avec la Russie et annuler tous les événements scientifiques à venir impliquant cette dernière.

De même, nous estimons que PSL doit répondre à l'appel de l'Université de Birzeit et contribuer au maintien des enseignements universitaires à Gaza ainsi qu'à la reconstruction des écoles et des universités. Comme mentionné dans les faits 1-5, de nombreuses institutions internationales ont appelé à l'arrêt immédiat du transfert de technologie militaire vers Israël et ont demandé à tous les États de respecter le droit international et de rendre des comptes.

Nous demandons donc à PSL de divulguer immédiatement et de cesser tout accord de coopération et de recherche avec des entreprises françaises et internationales impliquées dans la vente ou le transfert d'équipements militaires à Israël.

2.1. Le complexe militaro-industriel universitaire israélien et la complicité avec les violations du droit international

2.1.1. Le Technion - Israel Institute of Technology

²³ Ilan Pappé (2010), *Out of the frame : the struggle for Academic Freedom in Israel*

²⁴<https://ansatt.oslomet.no/en/siste-nytt/-/nyhet/oslomet-setter-utvekslingsavtale-pa-pause-Avslutter-samarbeid-med-universiteter-i-Israel-Universitetet-i-Sorost-Norge-usn.no> L'UiB met fin à son accord avec l'Académie israélienne des beaux-arts (kunstavisen.no)

²⁵ [Università di Torino, protesta degli studenti contro accordo con Israele - La Stampa ; Stop alla cooperazione con Israele: l'Università di Bari come quella di Torino non partecipa al bando di ricerca contestato dagli studenti - la Repubblica](#)

²⁶ <https://www.uantwerpen.be/en/research-groups/law-and-development/news-and-events/bar-ilan/>

²⁷ <https://www.gold.ac.uk/about/responses-statements/g4p/>

²⁸ <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240126-ord-01-00-fr.pdf>

²⁹<https://aurdip.org/le-cnrs-doit-se-conformer-a-lordonnance-de-la-cij-et-mettre-fin-a-toute-cooperation-scientifique-avec-israel/>

Tout d'abord, nous souhaitons aborder le cas du partenariat avec le Technion - Israel Institute of Technology, université israélienne partenaire de PSL depuis 2015, avec laquelle tous liens doivent être rompus en urgence.

Le *Technion* a contribué au développement du bulldozer télécommandé D9, largement utilisé dans la destruction des maisons palestiniennes à Gaza et en Cisjordanie³⁰. Cet établissement a également fabriqué une arme acoustique de contrôle des foules connue sous le nom de 'The Scream', qui "crée des niveaux sonores insupportables pour les humains à des distances allant jusqu'à 100 mètres" et qui a été utilisée pour réprimer des manifestations pacifiques dans les territoires palestiniens occupés³¹. Au fil des années, le *Technion* a conclu des accords de recherche et des partenariats avec *Elbit Systems* et *Rafael Advanced Defense Systems*, deux grandes entreprises israéliennes d'armement telles que les tourelles de mitrailleuses télécommandées RCWS, les drones Hermes 900 et les missiles guidés de précision SPIKE utilisés par l'armée israélienne dans son assaut génocidaire actuel à Gaza³². Ces partenariats, loin d'être à la marge, font partie intégrante de l'institution elle-même : car comme le résume Michael Federmann lui-même, président de l'entreprise d'armement Elbit Systems : "The Technion is woven into Elbit's DNA".

Le Professeur Uri Suvan, président du *Technion*, a plusieurs fois exprimé son soutien inconditionnel à l'armée israélienne. Le 15 octobre, alors que le bilan des morts dus aux bombardements israéliens à Gaza dépassait les 2 329 victimes, et que des images et des vidéos d'enfants et de nourrissons palestiniens ensevelis sous les décombres inondaient les réseaux sociaux, le Professeur Suvan s'est adressé aux étudiant.e.s dans une lettre. Il y déclarait que "*l'unité qui fait la communauté du Technion brille mille feux alors que les étudiants, le personnel administratif et le corps professoral se mobilisent pour aider les soldats de l'armée israélienne*"³³. Le 8 novembre, 2 500 étudiant.e.s du *Technion* ont été mobilisés pour participer aux crimes israéliens contre les palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, ou, comme le dirait le Professeur Suvan, "*pour garantir notre droit à une vie de sécurité et de tranquillité dans ce pays*". Le *Technion* a mis en place un fonds pour fournir 6 000 NIS (1 500 EUR) et "*des mesures spéciales d'exemptions académiques*" pour ces étudiant.e.s. Le Professeur Suvan a conclu l'annonce en déclarant : "*Nous sommes très fiers de vous, nos soldats de réserve, nous vous faisons confiance et attendons votre retour chez vous en toute sécurité*"³⁴. À cette date, plus de 10 328 Palestiniens avaient déjà été déclarés morts, principalement des femmes et des enfants, bien que les médias et les autorités palestiniennes aient signalé que le bilan des morts était probablement beaucoup plus élevé. Des vidéos de crimes de guerre abominables commis par l'armée israélienne avaient déjà circulé sur les réseaux sociaux. Par exemple, une vidéo³⁵ montre un char israélien tirant un obus à bout portant sur une voiture civile ornée d'un drapeau blanc sur son capot, tuant la famille qui se trouvait à l'intérieur.

³⁰ Selon le média israélien "+972" ; Taraki, L. 2015. The complicity of the Israeli academy in the structures of domination and state violence, in Mullen and Dawson (eds), *Against Apartheid: The Case for Boycotting Israeli Universities*. San Francisco: Haymarket Books.

³¹ Top Israeli university marketing country's arms industry to the world - +972 Magazine

³² <https://elbitsystems.com/blog/the-odyssey-of-the-chief-scientist/> ; Elbit Systems, Technion Partner on Eye-Tracking Research | Research & Technology | Jun 2008 | Photonics Spectra ; <https://elbitsystems.com/product/rcws/> ; <https://elbitsystems.com/product/hermes-900/>

³³ https://web.archive.org/web/20240129200959/https://www.technion.ac.il/wp-content/uploads/2023/10/1697376683038-e43b98bb-361e-4721-b206-0d859fb82ae9_1.jpg

³⁴ <https://archive.ph/mZhBb#selection-3025.634-3025.738>

³⁵ <https://www.wsj.com/video/watch-video-shows-car-being-fired-upon-near-gaza-city/C211071F-7F27-4E12-8936-A6E561DD0F47>

Le 26 avril, dans un appel officiel à rejoindre l'institut destiné aux étudiant.e.s et aux corps professoraux étrangers, **le Technion a qualifié l'assaut génocidaire sur Gaza, dont 70 % des victimes sont des femmes et des enfants, de "réponse juste et inévitable d'Israël au massacre du 7 octobre"**³⁶. Enfin, nous tenons à souligner qu'au moins un cas de manifestation de haine contre un étudiant palestinien a été rapporté par la presse sur les campus du *Technion*. Suhail Matar, un étudiant palestinien qui a fréquenté le *Technion* entre 2004 et 2011, a été attaqué verbalement par des étudiant.e.s du *Technion* qui criaient "Mort aux Arabes"³⁷. À notre connaissance, **l'incident n'a même pas été enquêté par le Technion**, et il est probable qu'il ne s'agit pas d'un incident isolé, compte tenu du schéma bien documenté de racisme et de discrimination contre les palestinien.ne.s dans les campus israéliens³⁸.

2.1.2. L'université hébraïque de Jérusalem

Nous sommes également au fait des partenariats de PSL avec l'Université hébraïque de Jérusalem et nous appelons à la suspension de tout partenariat avec l'université hébraïque de Jérusalem pour de multiples raisons :

- Collaboration avec l'occupation et violation du droit international : certains bâtiments de l'université sont construits à Jérusalem-Est, participant ainsi concrètement et tangiblement à la confiscation des territoires palestinien.ne.s en violation du droit international.

- Collaboration et connivence avec l'appareil militaire israélien menaçant l'indépendance de l'université :

L'université hébraïque encourage depuis des années explicitement ses étudiant.e.s à prendre part à l'effort de guerre : lors de l'opération "Barrière protectrice" de l'été 2014, elle avait créé un fonds spécial afin de donner des bourses aux étudiant.e.s participant à l'attaque contre Gaza³⁹.

A l'instar d'autres universités israéliennes, elle accueille également en son sein un programme de formation militaire, le programme "Havatzalot". Lorsque des enseignants ont voulu exprimer des réserves concernant l'accueil d'un tel programme, l'administration leur a signifié que l'organisation d'une réunion pour en discuter serait considérée comme une "attaque terroriste interne". Pour les besoins de l'ouverture d'un tel programme, elle n'a d'ailleurs pas hésité à installer des barrages de sécurité, un outillage de télésurveillance et même l'obligation d'une autorisation militaire pour pouvoir pénétrer sur certaines zones du campus.⁴⁰

- **Violations graves de la liberté d'expression et libertés académiques du corps enseignant :**

Après avoir signé fin octobre 2024 une pétition intitulée "Les chercheurs et les étudiants sur l'enfance appellent à un cessez-le-feu immédiat à Gaza"⁴¹, qui qualifiait l'offensive israélienne de génocidaire, la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian a

³⁶ <https://www.technion.ac.il/en/2024/04/the-technion-wants-you-2/>

³⁷ Palestinian academics share the tragic reality of life under occupation | The Tech

³⁸ Israeli academia joins the crackdown on dissent (972mag.com)

³⁹ Eyal Sivan et Armelle Laborie (2016), *Un boycott légitime : pour le BDS universitaire et culturel de l'Etat d'Israël*, p.80

⁴⁰ Maya Wind, *Towers of Ivory and steel : how Israeli universities deny Palestinian Freedom*, p.61 (PDF)

⁴¹ <https://ujfp.org/arrestation-et-persecution-de-la-professeure-nadera-shalhoub-kevorkian-de-luniversite-hebraique-de-jerusalem/>

subi de nombreuses pressions de la part de l'Université hébraïque en vue de démissionner. Ces pressions ont scandalisé de nombreux chercheur.euse.s comme Judith Butler en raison de la grave violation des libertés académiques qu'elles représentent⁴². Le 12 mars, l'université a décidé, "afin de préserver un climat sûr sur le campus" de la suspendre de ses fonctions et justifie cette décision dans un communiqué "L'université hébraïque de Jérusalem est fière d'être un établissement israélien, public et sioniste, et repousse avec dégoût les affirmations choquantes et scandaleuses de Shalhoub-Kevorkian". Deux jours plus tard, le professeur Yuri Pines⁴³ a annoncé sa démission de cette même université en protestation contre la suspension de sa collègue, et ce n'est qu'au prix d'une protestation d'enseignants et de chercheurs à l'international qu'elle a été réintégrée : ce qui montre bien toute l'importance du refus de la "banalisation" de telles violations de la part des universités.

2.1.3. L'université de Tel Aviv

- **Collaboration avec l'appareil militaire :**

L'Université de Tel Aviv a accueilli le programme de bachelor "Erez" en son sein, programme comportant un bi-cursus, académique et militaire, où "l'enseignement militaire et académique sont étroitement imbriqués" (Wind p.17) et où les étudiants suivent une grande partie des cours avec des étudiants civils mais d'autres enseignés par des militaires au sein de l'université. Ce cursus a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du Ministère de la Défense mais ce financement s'accompagne dans la convention d'une longue série de conditions de la part du ministère, parmi lesquels le fait qu'elle doive s'engager à signaler à l'armée "tout problème de sécurité sur le terrain", le droit des étudiants-soldats d'être armés sur le campus, et il est précisé que "le personnel de l'université doit s'abstenir de tout commentaire qui pourrait offenser les soldats de l'IDF qui étudient dans l'institution" ⁴⁴, ce qui n'est évidemment pas sans mettre gravement en question l'autonomie et l'indépendance institutionnelle, intellectuelle et scientifique de l'université vis-à-vis de l'armée.

- **Contribution à l'élaboration de doctrines militaires violant le droit international et les droits humains**

L'université de Tel Aviv est la conceptrice de la « **doctrine Dahiya** »⁴⁵, qui recommande dans les opérations militaires le recours à une force écrasante, un usage disproportionné de la force contre l'ennemi, la destruction des infrastructures civiles, et l'absence de prise en compte des dommages collatéraux (6). L'INSS (Institute of National Security Studies) à l'université de Tel Aviv réunit chercheurs et experts militaires, et c'est dans la revue scientifique de cette institution que Kasher et Yadlin ont proposé une nouvelle catégorie pour dépasser la distinction admise en droit international entre "combattant" et "civil" : celle de la "troisième population" qui renvoie à la population palestinienne et qui justifie ainsi les massacres disproportionnés de cette population, et la violation du principe de proportionnalité en droit international⁴⁶, dont les massacres à Gaza sont la tragique illustration aujourd'hui, avec un nombre de civils tués dépassant l'entendement (plus

⁴² <https://mondoweiss.net/2023/11/in-defense-of-the-freedom-to-speak-out-against-genocide/>

⁴³ <https://www.middleeasteye.net/news/war-gaza-professor-yuri-pines-resigns-hebrew-university-following-suspension-palestinian>

⁴⁴ Maya Wind (2024) *Towers of Ivory and Steel : How Israeli universities deny Palestinian freedom* p.17 (PDF)

⁴⁵ [Disproportionate Force: Israel's Concept of Response in Light of the Second Lebanon War | INSS](#)

⁴⁶ Maya Wind (2024) *Towers of Ivory and steel : How Israeli universities deny Palestinian freedom*, p.45-48 (PDF)

d'enfants ont été tués en 4 mois d'offensive à Gaza qu'en 4 ans dans tous les conflits du monde selon l'UNICEF).

De plus, notre université possède aussi des partenariats avec Safran, Thalès, Airbus, Casino, Google et AXA qui soutient actuellement trois banques israéliennes.

2.2 L'obligation de cohérence. Nous demandons à la direction de PSL d'adopter une position cohérente quant à la manière dont ses institutions membres se positionnent par rapport aux guerres et aux communautés académiques qui en sont affectées. Lors de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, PSL s'est empressé de prendre position et a pris *“des mesures rapides et de grande envergure pour veiller à ce que ses institutions ne soient pas complices des violations du droit international par la Russie”*⁴⁷. L'Université Paris-Dauphine, par exemple, avait entendu se joindre à PSL et ses établissements composantes pour *“condamner fermement les attaques de la Russie sur l'Ukraine et transmettre tout son soutien à la communauté étudiante, scientifique et universitaire, ainsi qu'à l'ensemble du peuple ukrainien”*⁴⁸. Selon cette déclaration de soutien, la défense des communautés attaquées fait partie intégrante de l'éthique de l'université : *“La coopération scientifique internationale pacifique, le respect de la démocratie, des droits de l'homme et **du droit des peuples à leur autodétermination**, font partie des valeurs fondamentales que nous défendons”*⁴⁹. Non seulement les membres de PSL ont exprimé leur soutien indéfectible au peuple ukrainien, mais ils ont également mis en place de multiples mesures concrètes pour soutenir le monde universitaire ukrainien, tout en boycottant la Russie : PSL a gelé ses programmes de partenariat avec les institutions russes, a participé à la mise en place d'un fonds d'aide d'urgence pour les Ukrainien.ne.s (jusqu'à 5000 euros par étudiant.e par année académique), et a également contribué à la construction du programme PAUSE destiné à accueillir des universitaires ukrainien.ne.s en France (délibération n°08/2022 du CA du 10 mars 2022 de l'Université PSL). Nous avons conscience de la dépendance des établissements publics d'enseignement supérieur aux directives gouvernementales sur la question des partenariats entre autres choses, or nous notons par exemple que l'ESPCI affiche toujours des partenariats avec des établissements russes (17).

En effet, le programme PAUSE permet depuis 2017 à des personnes en situation d'exil, et notamment des chercheur.euse.s, de se mettre à l'abri et de poursuivre leurs activités en France. Nous notons que PSL, en collaboration avec d'autres membres de PAUSE, a accueilli plus de 270 universitaires à risque de 33 pays depuis 2017. Selon leur propre déclaration, les membres de PAUSE se considèrent comme apportant un soutien crucial aux membres de la communauté universitaire mondiale qui sont menacés par la violence, la guerre ou d'autres facteurs les poussant à l'exil : *“Le programme répond donc à un besoin : celui de centaines de scientifiques contraints à l'exil qui ont besoin d'un soutien et d'un environnement sûr pour poursuivre leurs recherches”*⁵⁰. PAUSE est en grande partie organisé directement par des membres affiliés à des institutions PSL, parmi lesquels ses co-présidents Alain Prochiantz (Collège de France) et Edith Heard (Collège de France), ainsi que Philippe Aghion (Collège de France), Vincent Colot (ENS) et Dominique Stoppa-Lyonnet

⁴⁷ <https://dauphine.psl.eu/guerre-en-ukraine/soutien-a-lukraine>

⁴⁸ Ibid

⁴⁹ Ibid

⁵⁰ p. 15, déclaration de Marion Gues au nom du programme PAUSE, cf. <https://www.programmepause.fr/wp-content/uploads/2022/05/Researchers-at-Risk-National-level-Actions-in-Europe.pdf>.

(Institut Curie). Parmi les autres membres organisateurs de PAUSE figurent des universitaires d'institutions affiliées à PSL, telles que l'EHESS, qui délivre des diplômes conjointement avec l'ENS par exemple : Jean-Jacques Glassner (EHESS), Liora Israel (EHESS), Gisèle Sapiro (EHESS).

L'implication de PSL dans l'organisation du programme PAUSE illustre ce "deux poids, deux mesures" choquant. Ce programme a été conçu pour accueillir des universitaires exilé.e.s et en danger du monde entier dans des institutions membres de PAUSE, telles que celles réunies sous l'égide de PSL. PAUSE souligne à juste titre que les universitaires sont les premières cibles de la guerre et de la persécution "parce qu'ils nourrissent la pensée critique et la libre pensée, élargissent nos perspectives, créent un espace pour une dissidence pacifique et remettent en question les préjugés". Alors que cette éthique a mené à l'accueil d'universitaires ukrainien.ne.s dans les établissements de PSL, nous ne retrouvons aucun de ces engagements dans les mesures prises par PSL à l'égard de la communauté universitaire palestinienne. En réalité, PSL n'a tout simplement pris *aucune* mesure : les étudiant.e.s et les universitaires palestinien.ne.s n'ont reçu aucune aide financière, psychologique ou communautaire. C'est d'autant plus frappant que de nombreuses organisations avec lesquelles PAUSE collabore officiellement, telles que le Scholars at Risk Network et Artists at Risk Connection, s'occupent effectivement des Palestinien.ne.s dans le cadre de leurs efforts actuels pour soutenir les communautés académiques et artistiques menacées.

Nous refusons que nos institutions appliquent deux poids deux mesures lorsqu'il s'agit de déterminer qui mérite ou non notre soutien en cas d'attaque génocidaire. Proportionnellement, les pertes civiles en Palestine dépassent de loin celles de l'Ukraine. Pourtant, pas une seule déclaration n'a été publiée par les institutions du PSL pour exprimer son soutien au peuple palestinien tout en reconnaissant qu'il subit une attaque sans précédent qui conduira à un génocide si ce n'est déjà fait - cette dernière position est celle adoptée officiellement par les Nations Unies. Dans un certain sens, nous demandons donc très peu : **nous demandons à nos institutions de s'aligner au minimum sur les évaluations produites par des organismes de maintien de l'ordre internationalement reconnus tels que l'ONU.**

En tant qu'étudiant.e.s, nous constatons également que nos institutions n'ont pas été un "espace de dissidence pacifique" depuis que les attaques génocidaires contre Gaza ont éclaté ; en fait, nous avons le sentiment que nos efforts pour sensibiliser au sort des palestinien.ne.s et de leur communauté universitaire ont été systématiquement contrecarrés et découragés par les administrations de nos universités respectives⁵¹. Non seulement les institutions du PSL n'ont apporté aucun soutien aux palestinien.ne.s de la communauté universitaire, mais les initiatives menées par les étudiant.e.s dans ce but ont été accueillies au mieux avec désintérêt, au pire avec hostilité. Nous demandons aux membres de PSL de prendre des mesures urgentes et déterminées pour mettre en place des politiques PAUSE et des programmes de soutien aux universitaires palestinien.ne.s équivalents à ceux offerts à d'autres communautés universitaires touchées par la guerre.

⁵¹ Nous notons que, parmi d'autres projets, une proposition pour l'ENS d'accueillir un programme d'échange informel basé sur le dialogue en ligne avec des étudiant.e.s de l'Université de Birzeit a été accueillie avec désintérêt par la direction de l'ENS : les étudiant.e.s impliqué.e.s dans la proposition n'ont même pas eu droit à une réunion avec l'administration de l'ENS pour présenter le bien-fondé de leur projet.

3. Mettre fin aux atteintes aux libertés de réunion et d'expression

Nous exhortons également les établissements membres de PSL à cesser toute atteinte aux libertés de réunion et d'expression de leurs étudiant.e.s. L'interdiction par la présidence de Dauphine de la conférence initialement prévue le 6 mai dans l'université n'en est qu'un exemple. Cette décision de la présidence a été suspendue en tribunal administratif le vendredi 3 mai pour "*atteinte portée à la liberté fondamentale de manifester*", confirmé le 6 mai par le Conseil d'État. De même, la conférence organisée à l'ENS - Campus Jourdan a été interdite par la présidence de l'ENS le jour même.

Nous tenons à souligner que les blocages administratifs constituent une forme de censure. Premièrement, la mention de risque de trouble à l'ordre public ne suffit pas à interdire une conférence : toutes les mesures possibles doivent d'abord être mises en place par l'université pour protéger la sécurité des étudiant.e.s. Deuxièmement, nous ne nions pas la menace représentée par les groupes d'extrême droite, mais l'expérience a montré qu'elle n'est pas la seule raison de l'annulation systématique de tout événement en lien avec la Palestine. En définitive, nous demandons **la garantie de pouvoir organiser librement des événements visant à mieux comprendre la situation en Palestine, y compris ceux dénonçant la colonisation et les crimes de guerre commis par Israël.**